

## ral de l'ONU



Décembre 2018 avant la COP24 à Katowice

Le point de non-retour n'est plus à l'horizon. Il est en vue et fonce vers nous.

Notre guerre contre la nature doit cesser. Et nous savons que c'est possible, la communauté scientifique a fourni au monde la feuille de route pour y parvenir

”



Décembre 2020 avant la COP25 à Madrid

L'humanité dispose déjà des outils, de la technologie, des connaissances

scientifiques et des ressources pour contrer le changement climatique.

Mais ce qui me frustré, c'est la lenteur des changements.

Nous n'avons pas de temps à perdre

”



Novembre 2021, avant la COP26 à Glasgow

Le moment est venu de dire :

« Ça suffit ! » Détruire

la biodiversité ? Ça suffit !

S'autodétruire à cause

du carbone ? Ça suffit ! Jeter

la nature à l'égoût ? Ça

suffit ! Brûler, forer et excaver

toujours plus profond ?

Ça suffit ! Nous sommes

en train de creuser

notre propre tombe

”



Octobre 2022, avant la COP27

de Charm-el-Cheikh

Il faut redoubler d'efforts

pour combattre

le changement climatique

et aider les nations

les plus vulnérables.

C'est une question de vie

et de mort, pour notre

sécurité aujourd'hui

et pour notre survie demain

”

# éférences sur le climat ?



La COP 27 se déroulera du 6 au 18 novembre 2022, à Charm el-Cheikh, en Égypte. © REUTERS.

gouvernement mondial qui serait capable d'imposer des directions à tous les pays. Cette vision qui me semble présente dans beaucoup d'esprits est à des années-lumière de la réalité du monde dans lequel on vit. Il n'y a pas du tout de gouvernement mondial ! Et s'il en existait un, il resterait à voir s'il serait disposé à lutter contre le changement climatique à la hauteur des attentes de certains.»

Delphine Misonne, juriste spécialisée en droit de l'environnement aux facultés Saint-Louis, et habituée de ces cénacles se fait plus cruelle : « Les Etats ressemblent à des enfants qui ont peur du noir. Pour eux, c'est plus confortable de rester assis et de discuter ensemble autour du feu, au lieu de faire leurs difficiles devoirs chez eux. La communauté mondiale est devenue accro aux moments "COP" où elle continue à réfléchir. La conséquence est que l'action nationale semble rester à jamais dépendante de l'adoption d'un nouvel "accord", quel qu'en soit le sens juridique, tant qu'une nouvelle négociation est en cours.» Bla-bla-bla, aurait dit Greta Thunberg...

## Trop compliqué tout cela ?

Une chatte n'y retrouverait pas ses jeunes, c'est vrai. Une COP, cela ressemble autant à une foire aux boudins qu'à une convention d'aliens. Au fil des années, la bulle scientifico-technocratique n'a cessé d'enfler. Certes, lâcher des experts sur un dossier aussi complexe ne peut que déboucher sur des arcanes sibyllins et biscornus. Le

jargon s'installe, les textes des maquis. Les machins en tout genre se créent : des « fonds », des « chemins », des « initiatives », des « dialogues », des « processus », des « facilités », des « alliances », des « partenariats », des « trajectoires »... autant de colifichets et de totems autour desquels la troupe se trémousse.

La complexité est à la mesure de la globalité du problème. On commence à peine à mesurer à quel point la question climatique (et environnementale) pénètre profondément dans toutes les sphères de la politique, de l'économie, de la culture, de la science, des comportements individuels et collectifs... Plus rien ne peut continuer comme avant. Jusqu'alors confinés dans des notes en bas de page abordées s'il reste du temps après les choses « sérieuses », ces enjeux deviennent véritablement centraux, parce qu'ils sont tout simplement liés à la survie et de la qualité de vie de toute l'espèce humaine sur notre planète. Rien d'étonnant à ce qu'il faille un temps d'adaptation pour comprendre et maîtriser cette énormité. Rien d'étonnant à ce que des intérêts mis en cause calent ou se rebiffent face à la nouvelle donne.

Autant d'enjeux, autant d'intérêts, de transversalité, de partenaires aussi différents autour de la table ne peuvent que donner des solutions hypercomplexes et difficilement lisibles. Ajoutez à cela que le mode de négociation – tout le monde a droit à la parole, et l'accord ne peut se faire qu'au consensus de près de 200 parties – débouche forcément

sur des compromis (insatisfaisants ou bancals) et de multiples tentatives pour se ménager des échappatoires face à un avenir qui menace parfois certains intérêts établis.

## Des engagements que personne ne respecte ?

On pourrait le penser. Si Paris fixe un objectif de 2°C (même si c'est celui de 1,5°C qui est le plus mis en avant, vu les graves impacts déjà à 2°C), il est actuellement hors d'atteinte. Il n'y a « pas de scénario crédible », a indiqué le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres. Si ce qu'il y a sur la table est respecté, le monde se dirige vers un réchauffement de 2,4 à 2,6°C d'ici à la fin du siècle (et peut-être davantage ensuite). Et il n'est pas sûr que tout ce qui est promis par les Etats sera mis en œuvre. Certes, l'effort ne fait que commencer et il sera colossal : une réduction des émissions mondiales de 45% d'ici 2030 si on veut respecter l'objectif de 1,5°C. Or, elles ne sont même pas stabilisées...

Prévoyant – ou « toursiveux », c'est selon – certains pays ont fait payer leur approbation par l'aménagement de mécanismes leur permettant de retarder voire de diminuer leur véritable effort. Ce sont ceux qui ont le plus à perdre de la sortie des énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz fossile) ; ceux qui veulent à tout prix préserver leur économie ; ceux dont le « mode de vie n'est pas négociable », comme le disait le président américain George Bush. On trouve donc dans les accords des chausse-trappes, des exceptions et des délais. On trouve aussi des « mécanismes de marché » qui permettent aux entreprises et aux Etats de payer pour ne pas vraiment réduire leurs émissions. Un péché originel qui soumet un enjeu humain à la logique froide des marchés, selon les plus en pointe. Un système indispensable qui permet à chacun de s'adapter à son rythme, disent les autres. En tout cas, un tableau opaque qui suggère que l'argent a pris le pouvoir et que ce sont les puissants qui sont à la manœuvre.

« Il est éduquant de regarder les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> et sa concentration dans l'atmosphère, rappelle François Sana, représentant syndical (CSC) au sein de la délégation belge, qui fait partie des déçus de ces grands rendez-vous auxquels il a participé. Les deux ne font qu'augmenter depuis des années. Or, le véritable enjeu pour maîtriser le réchauffement climatique est leur baisse, au niveau mondial. De ce point de vue, les faits sont têtus, et on n'observe globalement aucun progrès, et ce malgré les 26 conférences pour le climat. » En réalité, depuis Paris, l'essen-

tiel de la responsabilité des progrès ou des échecs s'est progressivement transféré sur les épaules des Etats signataires de l'accord, conformément à une méthode d'action pour le climat qui part désormais « de la base ». Si on manque d'ambition, de volonté et de courage à ce niveau, rien n'avancera. Ou si peu.

Haut lieu de *greenwashing*, les COP ? Très certainement. Chez les Etats qui font assaut de pseudo-vertu. Mais aussi principalement dans le chef de grandes entreprises ou secteurs industriels qui viennent plus ou moins ouvertement laver plus vert que vert, vendre une technologie miracle, pousser leur business en coulisses, défendre leur chiffre d'affaires ou s'abreuver au ruissellement des financements internationaux.

## Trop chères les COP ?

Chères, certainement. Chaque sommet climat accueille entre 30 et 40.000 participants. Qui ne logent pas tous sous des tentes et ne mangent pas tous des biscottes. La COP21 à Paris avait coûté entre 170 et 180 millions d'euros et attiré 40.000 personnes. 37.000 s'étaient rendues à Glasgow (COP26) pour un budget d'environ 114 millions. Chaque pays hôte annonce des retombées économiques locales équivalentes. Inévitable. Trop de monde, alors ?

Mais, rappelle le chercheur de l'ULB, « on attend plus d'un million de visiteurs pour la Coupe du monde au Qatar. Le salon du meuble de Milan accueille quelque chose comme 400.000 visiteurs. Le salon de l'auto de Genève en accueille 600.000. Doit-on s'offusquer de voir des dizaines de milliers de personnes voyager pour participer à la COP ? » Pour certains, c'est oui. « Le problème c'est que les COP sont devenues un business tout court », constate Delphine Misonne. Qui relève aussi que, comme chaque fois, l'horeca local tire parti de la présence des délégués. Parfois de façon éhontée, comme cette année à Charm el-Cheikh. « Le prix des hôtels est délirant, dit-elle. Pourquoi est-ce nécessaire, cet hyper-luxe, quand on compare au projet et aux problèmes de la planète. Il y a une dérive qui s'installe. » De ce point de vue, « elles se consomment toutes seules, ces COP ».

## Tout est alors à jeter ?

Beaucoup de défauts, souvent reflétés d'un monde aux incohérences multiples. Mais sous prétexte qu'il y a toujours des guerres dans le monde, se débarrasse-t-on de l'assemblée générale des Nations unies dont les Etats membres se sont engagés, dans une charte signée en 1945 « à préserver les générations futures du fléau de la guerre » et qui ont proclamé « [leur] foi

dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites ? Sous prétexte que la faim fait toujours des ravages dans le monde, brûle-t-on la FAO, l'organisme des Nations unies dont l'objet est de « mener les efforts internationaux vers l'élimination de la faim » avec l'objectif « d'atteindre la sécurité alimentaire pour tous et d'assurer un accès régulier et suffisant, une nourriture de bonne qualité permettant à tous de mener une vie saine et active » ? Et le même raisonnement vaut pour les droits de l'homme, les relations sociales ou la protection du patrimoine culturel...

L'efficacité des COP dépend de la volonté de leurs participants. « Les COP sur le climat n'ont pas vocation à régler tous les problèmes, pose Sana. Elles n'ont pas voix au chapitre important des relations commerciales internationales qui ont un impact significatif sur le climat, par exemple. » Ces réunions mondiales « sont l'occasion pour le monde de faire le point sur la situation et les perspectives climatiques. Elles sont également un moment pendant lequel la tension politique, médiatique et l'opinion publique est très forte ». Pour lui, « la société civile, les mouvements citoyens, les mouvements de jeunes et le monde syndical [présents dans les coulisses de tous les sommets climatiques, NDLR] doivent continuer sans relâche à mettre la pression sur le monde politique pour que les beaux engagements se traduisent en actions à court terme cohérentes avec l'objectif ultime ».

« La situation géopolitique mondiale est très tendue et c'est déjà un petit miracle en soi que des délégations du monde entier (et des représentants de tout type) se rassemblent et discutent », poursuit Weikmans. « La COP est le moment phare de l'année en termes de mobilisation de la société civile, des scientifiques, des think tanks, des médias, etc. C'est en fait une sorte de bilan annuel de là où on est et de là où on devrait être. Je crois que le focus devrait être davantage sur l'action ou l'inaction des gouvernements, entreprises, citoyens, etc., plutôt que sur le texte final de la conférence. Celle-ci donne aussi une visibilité médiatique à des voix qui sont souvent mises de côté (pays pauvres, minorités de tout type, etc.). » Une COP, conclut Delphine Misonne, « ce n'est pas non plus seulement à propos de l'adoption de textes. Il s'agit d'un processus, d'un moment coagulant » entre les participants. Un processus d'émulation, de pression, d'apprentissage de la marche en commun...